



RAPPORT
DU
CONSEIL MONDIAL
DE L'ALIMENTATION

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 19 (A/10019)

NATIONS UNIES



RAPPORT
DU
CONSEIL MONDIAL
DE L'ALIMENTATION

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTIÈME SESSION
SUPPLÉMENT N° 19 (A/10019)

NATIONS UNIES

New York, 1975

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrapbes</u>	<u>Pages</u>
SIGLES		v
INTRODUCTION	1 - 4	1
<u>Chapitres</u>		
I. ORGANISATION DE LA SESSION	5 - 16	2
II. REGLEMENT INTERIEUR	17 - 25	6
Adoption de l'arabe comme langue officielle du Conseil	23 - 25	7
III. RAPPORT INTERIMAIRE SUR L'APPLICATION DES RESOLUTIONS ADOPTEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE ET LA CONFERENCE MONDIALE DE L'ALIMENTATION, EN PARTICULIER SUR L'APPLICATION DES RESOLUTIONS XIX ET XXII DE LA CONFERENCE MONDIALE DE L'ALIMENTATION	26 - 36	8
IV. ETUDE DE LA SITUATION ALIMENTAIRE DANS LE MONDE ET DES PROBLEMES GRAVES QUE LE CONSEIL DEVRAIT EXAMINER	37 - 61	11
A. Ressources alimentaires disponibles pour les pays en développement les plus gravement touchés et moyens de satisfaire les besoins alimentaires minimums	42 - 44	12
B. Réalisation de l'objectif approuvé par la Conférence dans sa résolution XVIII, qui fixe à 10 millions de tonnes par an le volume minimum de l'aide alimentaire	45 - 48	13
C. Mesures nécessaires pour que soit respecté l'Engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale	49 - 52	14
D. Situation des engrais	53 - 55	15
E. Situation des pesticides	56	16
F. Fonds international de développement agricole	57 - 61	16

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitres</u>		<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
V.	PROGRAMME D'ACTION DU CONSEIL	62 - 73	18
VI.	DECLARATION DU GROUPE DES 77	74 - 75	21
VII.	QUESTIONS DIVERSES	76 - 77	22
	Participation du Président du Conseil ou de son représentant aux sessions des organes directeurs des organisations du système des Nations Unies	76 - 77	22
VIII.	DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION DU CONSEIL .	78	23
IX.	ADOPTION DU RAPPORT DU CONSEIL	79	23

ANNEXE

LISTE DES DOCUMENTS DONT LE CONSEIL ETAIT SAISI A SA PREMIERE SESSION	25
--	----

SIGLES

BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CEE	Communauté économique européenne
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
GATT	Accord général pour les tarifs douaniers et le commerce
GCPAI	Groupe consultatif de la production alimentaire et de l'investissement dans les pays en voie de développement
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PAM	Programme alimentaire mondial (programme commun ONU/FAO)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNDRO	Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe

INTRODUCTION

1. Le Conseil mondial de l'alimentation a été créé, sur la recommandation de la Conférence mondiale de l'alimentation au paragraphe 1 de sa résolution XXII du 16 novembre 1974, par l'Assemblée générale en vertu de sa résolution 3348 (XXIX) du 17 décembre 1974. L'Assemblée a créé un conseil au niveau des ministres ou des plénipotentiaires, qui serait un organe de l'Organisation des Nations Unies faisant rapport à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social et qui aurait les objectifs, attributions et mode de fonctionnement énoncés dans la résolution XXII adoptée par la Conférence mondiale de l'alimentation.

2. L'Assemblée a décidé que le Conseil serait composé de 36 membres dont la candidature serait proposée par le Conseil économique et social, et qui seraient élus par l'Assemblée générale pour un mandat de trois ans, compte tenu d'une représentation géographique équilibrée 1/, un tiers des membres étant renouvelé chaque année et les membres sortants étant rééligibles.

3. A sa 2323ème séance plénière, tenue le 17 décembre 1974, l'Assemblée générale a élu au Conseil les 36 membres suivants :

Allemagne (République fédérale d')	Guinée	Roumanie
Argentine	Hongrie	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Australie	Inde	Sri Lanka
Bangladesh	Indonésie	Suède
Canada	Irak	Tchad
Colombie	Iran	Togo
Cuba	Italie	Trinité-et-Tobago
Egypte	Japon	Union des Républiques socialistes soviétiques
Etats-Unis d'Amérique	Kenya	Venezuela
France	Mali	Yougoslavie
Gabon	Mexique	Zambie
Guatemala	Pakistan	
	République arabe libyenne	

4. L'Assemblée, dans sa résolution 3348 (XXIX), a décidé que le Conseil tiendrait sa première session le 1er juillet 1975 au plus tard et qu'à cette fin les membres du Conseil devraient entamer dès que possible les consultations nécessaires. Conformément à cette décision, les membres du Conseil ont tenu une réunion consultative officielle au Siège des Nations Unies le 24 février 1975, et décidé que la première session du Conseil aurait lieu du 23 au 27 juin 1975. Il a été décidé, à cette consultation, que les deux premiers jours de la session seraient consacrés à des réunions préparatoires auxquelles assisteraient les suppléants, tandis que les représentants au niveau des ministres ou des plénipotentiaires ne participeraient qu'aux séances du 25 au 27 juin.

1/ Les membres du Conseil mondial de l'alimentation sont élus selon les modalités suivantes :

- Neuf membres à choisir parmi les Etats d'Afrique;
- Huit membres à choisir parmi les Etats d'Asie;
- Sept membres à choisir parmi les Etats d'Amérique latine;
- Quatre membres à choisir parmi les Etats socialistes d'Europe orientale;
- Huit membres à choisir parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats.

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION DE LA SESSION

Ouverture et durée de la session

5. Le Conseil mondial de l'alimentation a tenu sa première session à Rome du 23 au 27 juin 1975. Conformément à la recommandation formulée à la réunion consultative que les membres du Conseil ont tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 24 février 1975, le Conseil s'est réuni au niveau des suppléants les 23 et 24 juin 1975, et au niveau des ministres et des plénipotentiaires du 25 au 27 juin 1975. Le Directeur exécutif a ouvert la première partie de la session, et la session au niveau des ministres et des plénipotentiaires a été ouverte le 25 juin 1975, au nom du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, par le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale, qui a prononcé une allocution. Le Conseil a tenu 10 séances plénières.

Composition et participation 2/

6. Les 36 membres du Conseil mondial de l'alimentation (voir ci-dessus, par. 3) étaient représentés.

7. Etaient représentés par des observateurs les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, membres des institutions spécialisées ou membres de l'Agence internationale de l'énergie atomique dont les noms suivent :

Afghanistan	Irlande	République arabe syrienne
Algérie	Israël	République centrafricaine
Autriche	Jordanie	République de Corée
Arabie Saoudite	Liban	République démocratique
Belgique	Libéria	allemande
Birmanie	Luxembourg	République-Unie de Tanzanie
Bolivie	Madagascar	Saint-Siège
Brésil	Malte	Sénégal
Chili	Nigéria	Sierra Leone
Congo	Norvège	Soudan
Costa Rica	Nouvelle-Zélande	Suisse
Danemark	Oran	Tchécoslovaquie
Emirats arabes unis	Panama	Thaïlande
Equateur	Paraguay	Tunisie
Espagne	Pays-Bas	Turquie
Ethiopie	Pérou	Uruguay
Finlande	Philippines	Yémen démocratique
Ghana	Pologne	Zaire
Grèce	Portugal	

2/ En vertu du paragraphe 3 f) de la résolution 2836 (XXVII) de l'Assemblée générale, la liste complète de participants n'est pas donnée dans le présent rapport. Pour les noms des représentants des Etats membres du Conseil mondial de l'alimentation, voir WFC/13, annexe I.

8. Etaient aussi représentés par des observateurs les organes et organismes suivants de l'Organisation des Nations Unies :

Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe
Commission Économique pour l'Afrique
Commission Économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
Conseil des Nations Unies pour la Namibie
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
Fonds des Nations Unies pour l'enfance
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
Programme des Nations Unies pour le développement

Le Groupe consultatif de la production alimentaire et de l'investissement dans les pays en voie de développement et le Programme alimentaire mondial (programme commun ONU/FAO) étaient également représentés.

9. Les institutions spécialisées suivantes étaient représentées par des observateurs :

Organisation internationale du Travail
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Organisation mondiale de la santé
Banque internationale pour la reconstruction et le développement
Organisation météorologique mondiale

Les Parties contractantes à l'Accord général pour les tarifs douaniers et le commerce étaient également représentées.

10. Des observateurs des organisations intergouvernementales suivantes ont assisté à la session :

Communauté économique européenne
Conseil international du blé
Organisation de coopération et de développement économiques

11. Ont également assisté à la session des observateurs des organisations non gouvernementales suivantes :

Centre de la paix mondiale par le droit
Church World Service
Communauté internationale Baha'ie
Confédération internationale des syndicats libres
Confédération mondiale du Travail
Conférence internationale des charités catholiques (Caritas Internationalis)
Conseil oecuménique des Eglises
Fédération internationale des hommes catholiques
Fédération internationale des producteurs agricoles
Fédération internationale des travailleurs des plantations, de l'agriculture et des secteurs connexes

Règlement intérieur

12. Le Conseil a décidé que, conformément à l'article 161 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, les articles pertinents du règlement intérieur de l'Assemblée générale seraient applicables mutatis mutandis à sa procédure jusqu'à ce qu'il ait adopté son propre règlement intérieur. Le Conseil a établi pour étudier cette question un groupe de travail ad hoc du règlement intérieur qui lui a présenté son rapport à la 10ème séance (voir ci-après, par. 19).

Bureau

13. A sa 1ère séance tenue le 23 juin 1975, le Conseil a élu M. Sayed A. Marei (Egypte) Président et M. K. G. Ashton (Royaume-Uni) Rapporteur par intérim pour les deux jours de réunion au niveau des suppléants. A la 5ème séance tenue le 25 juin 1975, et qui a marqué le début de la session du Conseil au niveau des ministres et des plénipotentiaires, le bureau suivant a été élu par acclamation :

Président : M. Sayed A. Marei (Egypte)

Vice-Présidents : M. Vladimir Mordvinov (Union des Républiques
socialistes soviétiques)
M. Rubén-González Sosa (Mexique)
M. Abdul Momin (Bangladesh)

Rapporteur : M. K. G. Ashton (Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord)

Ordre du jour

14. A sa 5ème séance, le 25 juin 1975, le Conseil a adopté son ordre du jour tel qu'il lui avait été présenté (WFC/1). L'ordre du jour était le suivant :

1. Ouverture de la session.
2. Election du Bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Adoption du règlement intérieur.
5. Rapport intérimaire sur l'application des résolutions adoptées par l'Assemblée générale et la Conférence mondiale de l'alimentation, en particulier sur les résolutions XIX et XXII de la Conférence.

6. Etude de la situation alimentaire dans le monde et des problèmes graves que le Conseil devrait examiner :
 - a) Ressources alimentaires disponibles pour les pays en voie de développement les plus gravement touchés, et moyens de satisfaire les besoins alimentaires minimums.
 - b) Réalisation de l'objectif approuvé par la Conférence dans sa résolution XVIII, qui fixe à 10 millions de tonnes par an le volume minimum de l'aide alimentaire.
 - c) Mesures nécessaires pour que soit respecté l'Engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale.
 - d) Situation à court terme dans le domaine des engrais et des pesticides, compte tenu notamment des quantités minimums que les pays en voie de développement doivent importer;
 - e) Fonds international de développement agricole.
7. Programme de travail du Conseil.
8. Questions diverses.
9. Adoption du rapport du Conseil.

Documentation

15. On trouvera dans l'annexe au présent rapport la liste des documents dont le Conseil était saisi à sa première session.

Incidences d'ordre administratif et financier

16. Le Conseil a été informé que certaines des propositions qui lui étaient soumises avaient des incidences d'ordre administratif et financier, et que son budget serait établi au vu des recommandations et du programme d'action qu'il adopterait à sa première session.

CHAPITRE II

RÈGLEMENT INTERIEUR

17. Les membres du Conseil alimentaire mondial, à leur réunion consultative officielle (voir ci-dessus, par. 4), ont demandé au secrétariat du Conseil économique et social d'établir un projet de règlement intérieur du Conseil alimentaire mondial et de le présenter au Conseil pour examen à la première session.
18. A ses 2ème, 3ème et 10ème séances tenues les 23, 24 et 27 juin 1975, le Conseil a examiné le projet de règlement intérieur. Après un débat général, au cours duquel plusieurs suggestions ont été formulées au sujet du règlement intérieur, le Conseil a créé le Groupe de travail ad hoc du règlement intérieur qui a été chargé d'examiner ce règlement de façon plus approfondie à la lumière des suggestions formulées par divers orateurs à la deuxième séance ainsi que d'autres propositions devant être soumises au Groupe de travail ad hoc et de faire rapport à ce sujet au Conseil. Le groupe de travail ad hoc comprenait les 16 membres suivants, élus sur la base de la composition du Conseil : Australie, Bangladesh, Cuba, Egypte, Gabon, Allemagne (Rép. féd. d'), Guinée, Iran, Kenya, Mexique, Pakistan, Suède, Trinité-et-Tobago, Union des Républiques socialistes soviétiques, Etats-Unis d'Amérique et Yougoslavie.
19. A la 10ème séance, le 27 juin, le président du Groupe de travail, M. Manuel Armendáriz (Mexique), a présenté au Conseil un rapport dont il ressortait que le Groupe de travail remerciait le secrétariat du Conseil économique et social d'avoir préparé le projet de Règlement intérieur et avait décidé d'adopter ce texte comme base de ses délibérations. Le Groupe de travail s'était rendu compte que certaines questions fondamentales méritaient d'être examinées avec le plus grand soin, et qu'il n'était pas en mesure d'achever sa tâche dans les délais limités qui lui avaient été impartis.
20. Le Groupe de travail recommandait au Conseil d'adopter les décisions ci-après :
- "a) Le Conseil demande au secrétariat de communiquer aux Etats membres du Conseil le projet de règlement intérieur (WFC/2) en même temps que les documents des réunions préparatoires et de la première session du Conseil, en les priant de communiquer par écrit les observations de leurs experts.
 - b) Ces observations devraient parvenir au secrétariat du Conseil de l'alimentation assez tôt pour que les gouvernements des Etats membres du Conseil aient le temps d'étudier les documents et d'exprimer leur avis.
 - c) Pour faciliter la tâche du Groupe de travail, le secrétariat, lorsqu'il aura reçu les réponses et suggestions des gouvernements concernant le règlement intérieur, rédigera un document exposant clairement ces suggestions et soumettra le tout à l'examen du Groupe de travail.
 - d) Le Conseil confirme le Groupe de travail dans sa composition actuelle et renouvelle son mandat jusqu'à l'achèvement de ses travaux /voir également par. 74 3)/.

e) Le Président du Conseil convoquera le Groupe de travail pour une période d'une semaine environ en octobre ou en novembre 1975, pour lui permettre de mener à bien sa tâche 3/. La date exacte sera fixée en fonction du calendrier des réunions internationales qui se tiendront à Rome et compte tenu de la nécessité qu'il y a de laisser au Groupe de travail le temps de mener sa tâche à bien."

21. Il était des points sur lesquels l'accord ne s'était malheureusement pas fait. Le point de vue de la majorité était le suivant :

a) Le Conseil devrait maintenir dans leurs fonctions les membres du Bureau élus à la première session jusqu'à l'élection de leurs successeurs;

b) Le Conseil devrait inviter le Président à prendre avec le secrétariat du Conseil les mesures propres à donner effet aux décisions et recommandations qu'a adoptées le Conseil à sa première session.

Une minorité de membres n'avait pu accepter cette proposition 4/.

22. A la 10ème séance, le Conseil a adopté le rapport et les recommandations du Groupe de travail ad hoc (voir également ci-après par. 74 et 75).

Adoption de l'arabe comme langue officielle du Conseil

23. Aux cinquième et sixième séances tenues le 25 juin 1975, plusieurs représentants ont proposé que l'arabe devienne langue officielle du Conseil.

24. A la sixième séance, le secrétaire du Conseil a, conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale des Nations Unies, donné lecture d'un état des incidences financières et administratives de cette proposition (WFC/L.3).

25. Après avoir eu connaissance de l'état des incidences, le Conseil a décidé sans objection de recommander à l'Assemblée générale que l'arabe devienne langue officielle et langue de travail du Conseil à partir de sa deuxième session.

3/ Voir par. 11 supra.

4/ A noter toutefois que la décision finale a été prise par consensus en séance plénière. Voir par. 22 supra.

RAPPORT INTERIMAIRE SUR L'APPLICATION DES RESOLUTIONS ADOPTEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE ET LA CONFERENCE MONDIALE DE L'ALIMENTATION, EN PARTICULIER SUR L'APPLICATION DES RESOLUTIONS XIX ET XXII DE LA CONFERENCE MONDIALE DE L'ALIMENTATION

26. Le débat était axé sur un rapport intérimaire (WFC/3 et Add.1) relatif à l'application des résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies et par la Conférence mondiale de l'alimentation. Le Secrétariat a déclaré que ces documents constituaient son premier rapport sur les mesures prises par les organismes des Nations Unies en vue de donner suite aux résolutions de la Conférence mondiale de l'alimentation. Le Conseil a été invité à donner des indications sur la forme future à donner à ces rapports et sur le champ qu'ils devraient couvrir.

27. Pour permettre la distribution des documents à temps, de manière que les gouvernements puissent les étudier avant la session, le rapport a dû nécessairement se limiter à exposer les activités des organismes des Nations Unies jusqu'au milieu d'avril 1975. Des déclarations donnant des renseignements plus récents sur les activités de plusieurs de ces organismes ont donc été faites par le Directeur général adjoint de la FAO, le Président du Groupe consultatif de la production alimentaire et de l'investissement dans les pays en voie de développement, le Secrétaire général de l'OMM, le coordonnateur des secours des Nations Unies en cas de catastrophe, le Directeur exécutif du PAM, l'Administrateur du PNUD et des représentants de l'OMS, du GATT, de l'ONUDI, du FISE et de la CNUCED. Le Président indépendant du Conseil de la FAO a également fait une déclaration devant le Conseil.

28. Voici les points saillants des déclarations qu'ont faites ces différents organismes pour mettre à jour les renseignements disponibles. On a noté que le GCPAI était désormais prêt à tenir sa première réunion, qui aurait lieu en juillet et qui serait consacrée surtout à l'examen du flux actuel et probable de ressources extérieures à destination des pays en voie de développement et à l'étude des possibilités qu'il y avait dans ces zones, d'investir des fonds dans des usines d'engrais. Le Congrès de l'OMM avait autorisé un fort développement des activités agro-météorologiques liées à l'accroissement de la production alimentaire. Le Coordonnateur des secours des Nations Unies en cas de catastrophe a souligné qu'il fallait resserrer les liens entre les organisations et les pays donateurs, et il a aussi appelé l'attention sur la grave crise alimentaire qui sévissait en Haïti. La FAO a estimé qu'il était particulièrement important que les pays adhèrent au système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture. L'OMS a constaté que les connaissances techniques sur la nutrition et les carences alimentaires étaient désormais suffisantes pour qu'on pût mettre au point des programmes visant à éliminer ces carences. Le GATT a annoncé que les négociations commerciales multilatérales étaient entrées dans la phase de fond en février 1975. En vertu de la déclaration de Lima, l'ONUDI se préoccupait de fournir à certains pays en voie de développement une assistance technique visant à promouvoir une approche agro-industrielle intégrée. Le FISE a déclaré que la situation des enfants s'était récemment dégradée, dans un certain nombre de pays les plus gravement touchés, et qu'il cherchait à se procurer un surcroît de ressources pour organiser ses opérations en 1975/76. La Commission des produits de base de la CNUCED se

réunirait en juillet et décembre 1975 pour examiner les propositions du Secrétaire général de la Conférence 5/, relatives à un programme intégré en matière de produits de base, afin de prendre promptement une décision concernant les mesures internationales intéressant le commerce des produits de base; notamment des produits alimentaires; les résultats obtenus seraient communiqués au Conseil à sa deuxième session. Le PNUD s'employait à adopter des méthodes propres à améliorer sa capacité d'appliquer des programmes de coopération technique dans le secteur agricole. Le PAM a rendu compte des progrès qui avaient été faits dans le sens de la création du Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire, dont la mise en place devait être achevée en 1975. Il a déclaré en outre qu'il était en mesure d'utiliser des ressources beaucoup plus considérables aux fins de l'aide alimentaire.

29. Les participants ont généralement été satisfaits de la forme du premier rapport intérimaire; quelques insuffisances toutefois ont été signalées et les membres du Conseil ont préconisé des améliorations à apporter aux rapports futurs, comme suit.

30. Le rapport indiquait certes la portée des initiatives qu'avaient prises maints organismes pour mettre en oeuvre les résolutions, mais il serait néanmoins utile que le Secrétariat présente une évaluation de l'effort global accompli par les organismes. Les rapports futurs devraient identifier les domaines critiques, les lacunes dans les activités et les retards d'exécution. Chaque fois que possible, les résultats obtenus devraient être quantifiés. Les rapports devraient indiquer les progrès réalisés dans le sens d'une attaque intégrée et coordonnée du problème alimentaire mondial. L'exposé des mesures prises ou envisagées devrait être assorti d'une estimation du délai de mise en oeuvre, au regard notamment de l'objectif qu'a fixé la Conférence mondiale de l'alimentation - à savoir d'éliminer la faim et la malnutrition au cours des deux prochaines années. A l'avenir, les rapports devraient également indiquer jusqu'à quel point les priorités établies par les organisations ont été modifiées en raison des grandes responsabilités que leur assignent les résolutions de la Conférence mondiale de l'alimentation.

31. On a fait valoir en revanche que la préparation de rapports intérimaires très détaillés entraînerait, pour le Conseil mondial de l'alimentation comme pour les autres organismes intéressés, de grosses dépenses, notamment de personnel, et que les sommes en cause seraient mieux utilisées si elles étaient affectées à des actions directes de développement.

32. On a exprimé la ferme conviction que la détente internationale était un important facteur d'une amélioration des conditions propice à la résolution des problèmes alimentaires internationaux. On a souligné l'importance qu'il y avait à redoubler d'efforts pour provoquer des transformations orientées vers le progrès social et économique en particulier vers la réforme agraire, afin de rendre possible l'accroissement de la production agricole conformément aux résolutions I et II de la Conférence mondiale de l'alimentation. Quelques représentants ont appelé l'attention sur la nécessité de la volonté politique d'assurer la continuité de l'action de la Conférence, sur la signification des résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire et à sa vingt-neuvième session et sur l'importance de sa septième session extraordinaire qui allait se tenir prochainement. La résolution 1707 (LIII) adoptée le 28 juillet 1972 par le Conseil économique et social sur la réforme agraire a été mentionnée.

5/ Voir Rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation - Rome, 5-16 novembre 1974 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.75.II.A.3) par. 37 et 38.

33. On a également indiqué que des liens pourraient se nouer entre le Conseil mondial de l'alimentation et la Conférence des ministres africains de l'agriculture.

34. Les membres du Conseil ont mentionné maints domaines d'activité dans lesquels l'action était actuellement insuffisante et qui pourraient faire l'objet de propositions de mesures nouvelles lors de l'examen des points 6 et 7 de l'ordre du jour du Conseil (voir ci-dessus, par 14). Les domaines ainsi mentionnés comprenaient le développement rural, les systèmes de crédit, les réformes socio-économiques (spécialement la réforme agraire), l'élimination des obstacles au commerce des produits originaires des pays en voie de développement, l'amélioration des semences, les forêts et l'écologie, les pêches, les engrais, les cultures de plantes-racines et tubercules, l'irrigation, la nutrition, l'aide alimentaire et la création du Fonds international de développement agricole.

35. Il a été souligné que ces rapports intérimaires présenteraient nécessairement de grosses lacunes si l'on ne parvenait pas à se renseigner aussi sur les mesures que prenaient les gouvernements pour mettre en oeuvre les recommandations formulées à leur adresse par la Conférence mondiale de l'alimentation. Plusieurs représentants ont adjuré tous les gouvernements de contribuer à fournir ces informations et ont demandé au Directeur exécutif de tâcher désormais d'obtenir ces informations auprès des gouvernements aussi bien que des organismes multilatéraux.

36. Le Conseil a rappelé la résolution XIX de la Conférence mondiale de l'alimentation, particulièrement en ce qui concerne les objectifs énoncés aux paragraphes 1, 2, 3, 7, 8, 9 et 10 de cette résolution, ainsi que les résultats concrets obtenus par les gouvernements dans ces domaines.

CHAPITRE IV

ETUDE DE LA SITUATION ALIMENTAIRE DANS LE MONDE ET DES PROBLEMES GRAVES QUE LE CONSEIL DEVRAIT EXAMINER

37. Le Conseil a examiné ce point au regard du rapport de la FAO concernant les perspectives et la situation actuelle de l'alimentation (WFC/12) et des documents du Secrétariat consacrés aux questions suivantes : a) ressources alimentaires disponibles dans les pays en voie de développement les plus gravement touchés et moyens de satisfaire les besoins alimentaires minimums (WFC/5); b) réalisation de l'objectif d'aide alimentaire de 10 millions de tonnes approuvé par la Conférence mondiale de l'alimentation dans sa résolution XVIII (WFC/6); c) mesures nécessaires pour assurer le respect de l'engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale (WFC/7); d) situation à court terme dans le domaine des engrais et des pesticides, compte tenu notamment des quantités minimums que les pays en voie de développement doivent importer (WFC/8 et 9); e) Fonds international de développement agricole (WFC/10).

38. Le Conseil a noté que les organes compétents de la FAO avaient déjà examiné certaines de ces questions après la rédaction par le Secrétariat, en avril et en mai 1975, des documents relatifs aux diverses questions relevant du point 6. Certaines des conclusions formulées au cours des réunions de la FAO revêtaient un intérêt considérable à l'égard des recommandations que contenaient les documents du Secrétariat au sujet des approvisionnements dont disposent les pays les plus gravement touchés, des mesures à prendre pour mettre en oeuvre l'engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale et de la situation à court terme dans le domaine des engrais et des pesticides. Le Conseil a pris connaissance des conclusions et recommandations de ces réunions de la FAO dans les documents ci-après : a) Rapport de la deuxième session de la Commission des engrais de la FAO (CL 66/8); b) Rapport de la Consultation gouvernementale ad hoc sur l'emploi des pesticides en agriculture et dans le domaine de la santé publique (CL 66/21 et Supplément 1); Rapport de la Consultation ad hoc sur la sécurité alimentaire mondiale (CL 66/24). Le Conseil était également saisi du document CL 66/REP (Extraits) contenant les observations et les vues exprimées sur ces rapports par le Conseil de la FAO à sa soixante-sixième session.

39. Au vu du rapport de la FAO sur les perspectives et la situation actuelle de l'alimentation, le Conseil a noté qu'un certain nombre d'éléments positifs étaient intervenus dans la situation alimentaire mondiale depuis la tenue de la Conférence mondiale de l'alimentation en novembre 1974. En dépit de ces améliorations, il n'y avait pas lieu de se déclarer satisfait. Les stocks céréaliers mondiaux étaient extrêmement bas et l'accroissement de la production de céréales en 1975 n'avait guère été le fait que des pays développés. En outre, la situation de la balance des paiements des pays les plus gravement touchés était toujours précaire. Certaines régions de plusieurs de ces pays souffraient d'une grave pénurie alimentaire, source de misère et de famine pour bien des gens. Les perspectives d'accroissement à plus long terme de la production alimentaire dans les pays en voie de développement étaient compromises, car les maigres ressources disponibles aux fins du développement étaient utilisées pour satisfaire des besoins alimentaires urgents et acheter des engrais coûteux.

40. A propos de l'analyse de la situation alimentaire mondiale qu'a faite la FAO (WFC/12), le Conseil a examiné les recommandations contenues dans les documents traitant des problèmes critiques suivants (voir ci-dessous, par. 42 à 61).

41. Faute de temps, le Conseil n'a pu procéder à l'examen détaillé de tous les problèmes, mais il est convenu qu'à l'avenir son analyse de la situation alimentaire devrait être étendue, objective et lucide. Cette analyse devrait permettre de faire le point des problèmes alimentaires mondiaux et d'indiquer si les perspectives à long terme s'orientent vers le mieux.

A. Ressources alimentaires disponibles pour les pays en développement les plus gravement touchés et moyens de satisfaire les besoins alimentaires minimums

42. Le Conseil est convenu que tous les pays qui étaient en mesure de le faire et tous les pays fournisseurs d'aide devraient accorder une attention particulière aux besoins alimentaires des pays les plus gravement touchés et prendre toutes les mesures nécessaires pour aider ces derniers à assurer leurs approvisionnements. Il a noté que, les perspectives de production pour l'année en cours s'étant améliorées, il ne devrait pas être difficile d'assurer la fourniture matérielle des 6 à 7 millions de tonnes de céréales dont ont besoin les pays les plus gravement touchés pour la période juillet-décembre 1975. Certains représentants ont estimé ce tonnage insuffisant. Le Conseil a reconnu toutefois que le financement d'importations alimentaires d'une telle ampleur pèserait lourd sur la balance des paiements, déjà précaire, des pays les plus gravement touchés et il a invité instamment tous les pays donateurs à accorder une haute priorité, dans leurs programmes d'aide, à la satisfaction des besoins de ces pays. Plusieurs pays donateurs ont informé le Conseil de la haute priorité qu'ils attachent à la satisfaction de ces besoins.

43. Plusieurs délégations ont fait observer que, les céréales n'étant pas les seuls aliments de base pour tous les peuples du monde, le Conseil regrettait qu'il n'eût pas été fait mention d'autres produits alimentaires de base, tels que la banane, le manioc et les tubercules, ainsi que les produits nécessaires à l'élevage du bétail. Le Conseil espérait qu'à l'avenir le rapport sur la situation de l'alimentation, dans la mesure où il rendait compte des approvisionnements, et pas seulement de l'objectif d'aide alimentaire et de la mise en oeuvre de l'engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale, ferait une place importante à ces produits.

44. Reconnaissant que, pour la seconde moitié de la campagne 1975/76, les besoins d'importation des pays les plus gravement touchés dépendraient de la récolte de riz d'automne, le Conseil a recommandé que la FAO continue de suivre la situation globale de l'offre et de la demande, ainsi que les besoins desdits pays en 1975/76, et entre en consultations avec les gouvernements et les organismes fournisseurs d'aide, pour trouver les moyens propres à satisfaire les besoins urgents des pays les plus gravement touchés.

B. Réalisation de l'objectif approuvé par la Conférence dans sa résolution XVIII, qui fixe à 10 millions de tonnes par an le volume minimum de l'aide alimentaire

45. Le Conseil a noté que, depuis l'adoption par la Conférence mondiale de l'alimentation, en novembre 1974, de la résolution XVIII, l'aide alimentaire pour 1974/75 avait enregistré de nouveaux progrès, puisqu'elle se chiffrait actuellement à 8,6 millions de tonnes. Bien qu'on ne disposait encore que de renseignements fragmentaires sur les disponibilités destinées à l'aide alimentaire au titre de 1975/76, il semblait bien que l'objectif de 10 millions de tonnes de céréales, que la Conférence mondiale de l'alimentation avait retenu comme objectif minimal, ne pourrait être atteint que si les pays fournisseurs d'aide prenaient de nouveaux engagements propres à étoffer leurs programmes d'aide alimentaire. Le Conseil a noté que les Etats-Unis avaient l'intention d'augmenter leur aide alimentaire, qui passerait de 5,4 millions de tonnes pour 1974/75 à 6 millions de tonnes environ pour 1975/76. L'aide alimentaire canadienne se chiffrerait pour 1975/76 à un million de tonnes, c'est-à-dire à près du double du chiffre de 1974/75. On escomptait que l'aide alimentaire australienne passerait à 350 000 tonnes de céréales, contre les 225 000 tonnes promises par ce pays dans le cadre de la Convention relative à l'aide alimentaire (CAA). La Suède avait également l'intention de porter son aide alimentaire multilatérale à 75 000 tonnes par an pour les trois années suivantes, ce qui revenait à doubler le chiffre des engagements précédemment pris par ce pays au titre de la CAA. Le volume total de l'aide alimentaire suédoise avait triplé pendant l'exercice en cours, s'élevant à 300 000 tonnes. Le Conseil a noté que le Conseil des ministres de la Communauté économique européenne étudiait actuellement une proposition visant à porter l'aide alimentaire de la Communauté de 1,3 million de tonnes à quelque 1,64 million de tonnes. Toutefois, cette proposition était encore à l'étude; plusieurs membres du Conseil ont exhorté les pays de la Communauté à se prononcer promptement sur le volume de leurs programmes d'aide alimentaire bilatérale et multilatérale, de manière que puisse être atteint l'objectif d'aide alimentaire minimum de 10 millions de tonnes. Le Conseil a déploré que le total des engagements fermes qu'avaient pris jusque-là les pays fournisseurs d'aide n'atteignît pas encore ce chiffre, et invité le Président et le Directeur exécutif du Conseil à entamer des consultations avec des donateurs éventuels en vue d'atteindre cet objectif et à rendre compte au Conseil à sa deuxième session.

46. Le Conseil a noté que les pays donateurs, à l'exception d'un seul, n'avaient pas encore accepté le principe de la planification à terme de l'aide alimentaire, tel qu'il est recommandé dans la résolution XVIII de la Conférence mondiale de l'alimentation. On s'est accordé à reconnaître que tous les pays donateurs devraient accepter et appliquer le plus rapidement possible le principe d'une planification à terme de l'aide alimentaire et annoncer à l'avance le volume d'approvisionnements au titre de leur programme d'aide alimentaire pour plusieurs campagnes. Selon un petit nombre de membres toutefois, la préprogrammation des objectifs d'aide alimentaire ne serait pas souhaitable, et l'aide devrait être articulée en fonction des situations particulières qui se produisaient parfois dans les divers pays en développement.

47. Le Conseil a accordé son appui à l'oeuvre du Programme alimentaire mondial et recommandé que le Comité des politiques et des programmes d'aide alimentaire examine, à sa première réunion, la fixation d'objectifs minimaux d'aide

alimentaire pour les produits laitiers et à base de poissons ainsi que pour les huiles et les matières grasses. Il a recommandé également que le Comité des politiques et des programmes d'aide alimentaire se tienne au courant des progrès accomplis dans l'application des recommandations de la résolution XVIII de la Conférence mondiale de l'alimentation et notamment les conditions de l'aide alimentaire, et qu'il lui rende compte des progrès réalisés.

48. Le représentant de la Suède a proposé de créer une réserve internationale de crise de 500 000 tonnes que gèrerait le Programme alimentaire mondial, pour faire face aux besoins internationaux urgents et il a offert 40 000 tonnes à titre de contribution de la Suède. Il a suggéré que pour constituer cette réserve internationale de crise, les pays donateurs réservent, si possible, des stocks ou des crédits pour faire face aux besoins internationaux urgents, comme le recommandait la résolution XVIII de la Conférence mondiale de l'alimentation et comme il était envisagé dans l'engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale. Il a annoncé que la Norvège souscrivait à cette proposition, en faveur de laquelle plusieurs représentants se sont également déclarés.

C. Mesures nécessaires pour que soit respecté l'Engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale

49. Le Conseil est convenu qu'un système de sécurité alimentaire mondiale viable et recueillant l'adhésion générale était l'un des fondements essentiels d'une politique alimentaire mondiale. Il a reconnu que, prise au sens le plus large, la sécurité alimentaire mondiale avait de multiples dimensions et que l'accroissement de la production alimentaire dans les pays en développement était au coeur même de la question. Il a noté que de nombreux gouvernements avaient donné leur plein appui aux objectifs, politiques et orientations de l'Engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale, et prié instamment tous les autres gouvernements d'agir de même au plus tôt. Des discussions étaient actuellement en cours entre les principaux producteurs et consommateurs de céréales au sein du Conseil international du blé ainsi que dans le cadre des négociations commerciales multilatérales qui se déroulaient sous l'égide du GATT.

50. De nombreuses délégations ont reconnu que les problèmes liés à un système efficace de sécurité alimentaire mondiale étaient complexes et impliquaient une intervention active dans le système de production et de distribution et non une réaction purement passive à l'événement. La notion de sécurité alimentaire mondiale avait aussi un rapport étroit avec l'objectif qui consistait à modérer les fluctuations de prix de manière que les niveaux de prix ne risquent ni de décourager de façon excessive la production ni d'imposer un fardeau trop lourd aux consommateurs.

51. Etant donné l'importance qu'il y avait à maintenir la sécurité alimentaire, de nombreux membres du Conseil ont invité instamment les gouvernements à conclure dès que possible un accord international sur les céréales, qui contiendrait notamment des dispositions relatives aux stocks, afin de constituer des réserves mondiales suffisantes, conformément aux principes et objectifs énoncés dans l'Engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale.

52. Le Conseil a souligné que, pour être en mesure de participer efficacement à un système de sécurité alimentaire mondiale, les pays en développement auraient besoin d'être aidés à constituer des réserves alimentaires et à mettre en place l'indispensable infrastructure - et notamment des installations de stockage. A cette fin, de nombreux membres du Conseil ont appelé l'attention sur la décision qu'avait prise récemment le Conseil de la FAO de recommander à la Conférence de la FAO de créer au plus vite le comité de la sécurité alimentaire mondiale. Le Conseil a souligné qu'il importait de faire en sorte que tous les principaux pays producteurs et consommateurs de produits alimentaires participent au système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture. Un grand nombre de membres ont donné leur appui aux recommandations formulées à ce sujet par la Consultation FAO ad hoc sur la sécurité alimentaire mondiale (voir CL 66/24). Le Conseil a confirmé qu'il lui appartenait de veiller à ce que l'Engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale commençât d'être appliqué au plus tôt. La plupart des délégations ont estimé que la portée des négociations commerciales qui se déroulaient entre les principaux producteurs et consommateurs devrait être élargie de manière à couvrir les besoins de la sécurité alimentaire mondiale en tant qu'ils se distinguaient des objectifs purement commerciaux.

D. Situation des engrais

53. Le Conseil a reconnu que le moyen le plus important de résoudre le problème alimentaire mondial et atteindre les objectifs visés en matière de sécurité alimentaire mondiale consistait à accroître la production vivrière dans les pays en développement. Il a noté que les prix actuellement élevés des engrais avaient entraîné principalement dans les pays en développement, une réduction de consommation qui avait entravé les efforts que faisaient ces pays pour développer leur production vivrière. Il a constaté en outre que, dans l'hypothèse où les pays les plus gravement touchés arriveraient à importer commercialement le même volume d'engrais en 1975/76 que l'année précédente, l'écart prévu entre leurs besoins et leurs importations s'élèverait à peu près à un million de tonnes d'éléments fertilisants. Le Conseil a donc invité instamment les pays donateurs à intensifier leur assistance bilatérale et multilatérale tant en espèces qu'en nature, de manière que les pays les plus gravement touchés puissent se procurer les éléments fertilisants nécessaires. Il a recommandé par ailleurs qu'une part accrue de l'aide totale en matière d'engrais soit acheminée par l'intermédiaire du Programme international d'approvisionnement en engrais. L'idée a été émise que ledit Programme devrait être établi pour une durée plus longue.

54. Tout en souscrivant aux recommandations qu'a formulées la Commission des engrais de la FAO à sa deuxième session, concernant une politique mondiale des engrais (voir CL 66/8), le Conseil a recommandé que le Groupe de travail FAO/ONUDI/BIRD sur les engrais accélère l'action entreprise pour améliorer l'utilisation de la capacité de production des usines d'engrais dans les pays en développement et que le GCPAI étudie la possibilité de développer la production d'engrais dans ces pays, en particulier la production utilisant des combustibles non dérivés du pétrole, comme le charbon.

55. Le Conseil s'est également déclaré favorable à la proposition de créer à la FAO un centre de données sur les engrais et a souligné l'importance qui s'attachait à élaborer des prévisions plus réalistes de la demande et de l'offre, prévisions qui tiendraient compte de l'accélération de la production alimentaire dans les pays en développement, qu'avait demandée la Conférence mondiale de l'alimentation.

D. Situation des pesticides

56. Tout en reconnaissant la grande diversité des pesticides nécessaires, le Conseil a souscrit aux recommandations contenues sur les pesticides qu'a établies le Secrétariat (voir WFC/9), au regard de la nécessité qu'il y avait de satisfaire les besoins des pays en développement. Le Conseil a invité instamment les pays développés, et les autres pays qui sont en mesure de le faire, à dégager des fonds afin d'aider à faire face aux situations d'urgence que causent les attaques soudaines de ravageurs. Il a recommandé également que les organismes des Nations Unies, les donateurs bilatéraux et multilatéraux, ainsi que l'industrie des pesticides augmentent leur assistance technique et financière aux pays en développement pour que ceux-ci puissent, au vu des indispensables études de rentabilité, créer des unités de fabrication des ingrédients actifs des pesticides et établir des formules de pesticides.

F. Fonds international de développement agricole

57. Le Conseil a réaffirmé qu'il était urgent de renforcer le courant d'aide financière et technique au développement agricole et à la production alimentaire dans les pays en développement. A ce propos, il s'est félicité des progrès encourageants réalisés au cours d'une réunion tenue par les pays intéressés à Genève en mai 1975, pour examiner la question de la création du fonds international de développement agricole qu'avait demandée la Conférence mondiale de l'alimentation dans sa résolution XIII. Le Conseil a noté qu'un Groupe de travail ad hoc avait été créé par la réunion de mai pour mettre au point les détails relatifs à la création et au fonctionnement du fonds et qu'il devrait achever ses travaux avant la fin de septembre 1975; une nouvelle réunion des pays intéressés, prévue pour octobre/novembre 1975, examinerait ses recommandations.

58. Tout en se félicitant des déclarations positives et constructives qu'avaient faites plusieurs bailleurs de fonds potentiels des pays en voie de développement et développés, de nombreuses délégations ont vivement insisté pour que le fonds soit créé dès que des ressources financières suffisantes seraient assurées, et de préférence au début de 1976. Le Conseil a également émis le vœu que d'autres pays donateurs éventuels, tant développés qu'en développement, qui n'ont pas encore pu s'engager à contribuer au fonds, soient en mesure de le faire.

59. Plusieurs membres ont estimé que le fonds devrait utiliser ses ressources pour mettre en oeuvre des programmes spéciaux dans des domaines comme l'irrigation, les engrais, les pesticides, les semences, la production animale, la régénération des sols, la nutrition, les systèmes de transport, le développement rural et la formation technique. D'autres ont souligné que les contributions au fonds devaient être mises directement à sa disposition et n'être assorties d'aucune

condition qui pût restreindre la faculté que devait avoir le fonds de décider de ses politiques et de ses priorités pour ce qui était de l'emploi de ses ressources. Une délégation au moins a exprimé l'espoir que le fonds pourrait, malgré son titre, fournir une aide pour le développement des pêches.

60. Rappelant la résolution XIV de la Conférence mondiale de l'alimentation, plusieurs membres du Conseil ont insisté sur le fait qu'il fallait d'urgence réduire les dépenses d'armement et utiliser une partie des fonds ainsi libérés pour la mise en valeur agricole des pays en développement. A leur avis, la réduction des dépenses militaires favoriserait la paix dans le monde et la coopération internationale qui visait à aider les pays en développement à mener à bien leur programme de développement alimentaire.

61. Le Conseil a approuvé les recommandations figurant aux sections A, B, C, D, E, et F ci-dessus, dans l'idée que les mesures proposées s'inspireraient pleinement de la lettre et de l'esprit des résolutions pertinentes de la Conférence mondiale de l'alimentation.

PROGRAMME D'ACTION DU CONSEIL

62. Le programme de travail du Conseil (WFC/4) a servi de base aux débats sur ce point. Comme le point 6 était étroitement lié au point 9, le Conseil a traité simultanément des deux.

63. Le Conseil est convenu qu'en sa qualité d'organe politique suprême traitant exclusivement de l'alimentation au plan mondial 6/, il aurait pour principale fonction : a) d'observer de façon continue la situation alimentaire mondiale sous tous ses aspects, y compris l'action qu'exercent les organismes internationaux et les gouvernements, pour mettre au point des solutions à long et à court terme aux problèmes alimentaires; b) de considérer l'ensemble de la situation alimentaire et de déterminer, en vertu de son rôle de coordonnateur, si la stratégie alimentaire mondiale était globalement saine; c) de déceler les grippages, les lacunes et les secteurs névralgiques; d) enfin, d'user de son influence morale par voie de persuasion pour faire opérer les améliorations nécessaires.

64. Il a été décidé que le secrétariat du Conseil devrait être peu nombreux et d'une grande compétence professionnelle et faire largement appel au concours spécialisé d'autres organismes, notamment de la FAO. Le secrétariat devrait suivre de très près les efforts que faisaient les organismes internationaux et les gouvernements pour accroître la production alimentaire et améliorer la sécurité alimentaire mondiale. Il devrait étudier avec soin les situations de fait, les analyser, formuler des observations franches et impartiales et suggérer des améliorations au Conseil, le cas échéant.

65. Il a été convenu que le secrétariat devrait présenter des rapports très poussés d'évaluation et d'analyse, sans entreprendre toutefois lui-même de recherches d'envergure. Il devrait, pour les études de ce genre, faire appel aux organismes compétents dans les diverses disciplines tout en usant lui-même d'objectivité pour en tirer des conclusions. A cette fin, le secrétariat devrait avoir la faculté de demander à toutes les organisations internationales de lui fournir dans un esprit de coopération et de communauté d'intérêt les informations dont il aurait besoin.

66. Il a été suggéré que les rapports que publierait le Conseil devraient s'écarter du style officiel courant pour exprimer de façon vivante le cours que prenait la situation alimentaire mondiale et faire autorité, au niveau international. Le Directeur exécutif devrait signaler les rapports du Conseil à l'attention de toutes les autorités internationales et nationales compétentes.

67. Il a été décidé que l'ordre du jour de chaque session du Conseil ne devrait comporter qu'un petit nombre de problèmes, que d'amples délais devraient être prévus pour les travaux préparatoires tant du secrétariat que des gouvernements, que les dates des réunions devraient être fixées en tenant compte du calendrier des autres réunions et que le secrétariat ne devrait pas établir de documents faisant double emploi avec des textes que pouvaient fournir d'autres sources spécialisées.

6/ Un membre du Conseil a manifesté son désaccord avec cette qualification.

68. Le Conseil devrait être saisi, à chaque session, d'un rapport identifiant brièvement les principaux problèmes et évaluant les progrès accomplis ou les obstacles entravant leur solution au plan mondial ainsi que les progrès accomplis ou les améliorations nécessaires dans la mise en oeuvre des programmes des institutions ou des pays.

69. L'accroissement de la production alimentaire dans les pays en développement étant reconnu comme ayant la priorité absolue, le Secrétariat devrait suivre de très près les efforts qui étaient actuellement en cours pour exprimer en termes quantitatifs le problème alimentaire de certains pays ou régions en développement ainsi que le volume et la nature des ressources nécessaires pour accroître la production alimentaire dans ces zones ainsi qu'il était proposé au paragraphe 5 du programme de travail du Conseil (WFC/4). Le Secrétariat rendrait compte en particulier de l'avancement des travaux relatifs à la création du Fonds international de développement agricole et commencerait une évaluation réaliste et pratique pour savoir s'il était possible d'éliminer la faim et la malnutrition en dix ans et déterminer les implications d'une telle entreprise, comme il était envisagé au paragraphe 10 du programme de travail du Conseil (WFC/4). Le Secrétariat devrait en outre suivre de très près les événements intéressant la sécurité alimentaire mondiale, notamment les initiatives prises pour élaborer des accords sur les stocks céréaliers, les progrès faits dans la direction de l'objectif convenu en matière d'aide alimentaire et dans le sens de la satisfaction des besoins alimentaires urgents des pays les plus gravement touchés.

70. Le Conseil a souligné que les suggestions formulées aux paragraphes 63 à 67 ci-dessus étaient l'expression de ses premières réactions, et qu'il avait l'intention de reprendre à sa deuxième session l'examen de cette question importante.

71. Le Conseil a reconnu qu'il lui serait difficile d'atteindre ses principaux objectifs - s'attacher aux principaux facteurs intéressant le problème alimentaire mondial et encourager les actions propres à le résoudre - sans empiéter sur les fonctions d'autres organismes. C'est pourquoi il lui fallait adopter une démarche sélective. Le Conseil est également convenu que des directives à plus long terme ne pourraient être formulées pour orienter le programme de travail du Secrétariat que lorsque le Conseil aurait lui-même défini plus clairement ses fonctions et son mode de travail, au vu du rapport du Groupe de travail ad hoc du règlement intérieur.

72. Le Conseil a invité le Directeur exécutif à rédiger, en consultation avec le Président, un ordre du jour provisoire pour sa deuxième session, en s'inspirant autant que possible des suggestions formulées ci-dessus, et à faire préparer les documents de base nécessaires. L'ordre du jour, qui ne devrait pas être trop chargé, serait conçu de façon à faire participer activement les ministres présents à un débat portant sur un choix de questions de fond, afin d'aboutir à des décisions concrètes.

73. L'idée a été émise aussi que l'on pourrait inscrire les points suivants à l'ordre du jour de la deuxième session du Conseil : coordination des activités internationales intéressant l'investissement et la recherche agricoles; activités

internationales pour l'établissement de réseaux de transport ruraux; informations en provenance de l'ONUDI sur les agro-industries et la nutrition; commerce considéré du point de vue de son incidence sur le progrès de l'alimentation et de l'agriculture et sur le volume et l'efficacité de l'aide alimentaire; politiques et programmes nutritionnels, et notamment amélioration de la structure de la consommation dans tous les pays; changements socio-économiques, notamment réforme agraire à la lumière des résolutions I et II de la Conférence mondiale de l'alimentation; services de vulgarisation agricole et crédit; irrigation; services de commercialisation et de transport; mise en valeur des terres et des eaux; approvisionnement en eau potable; amélioration des sols; agro-industries; amélioration des semences; enfin, programmes visant à améliorer la productivité des cultures vivrières non céréalières.

DECLARATION DU GROUPE DES 77

74. A la dixième séance, le 27 juin 1975, les membres du Groupe des 77 représentés au Conseil ont demandé que la déclaration ci-après soit incorporée au rapport du Conseil sur sa première session :

"Le Groupe des 77,

Désireux de réaffirmer la volonté politique qui a inspiré la création du Conseil mondial de l'alimentation, en réponse aux aspirations véritables et aux besoins urgents des pays en voie de développement,

Conscient de la gravité des problèmes qu'affronte l'humanité,

Considérant, au vu des résultats de la première session du Conseil, qu'il est absolument nécessaire que le Conseil possède les moyens d'atteindre au plus tôt les objectifs fixés par la Conférence mondiale de l'alimentation et l'Assemblée générale des Nations Unies,

Déclare qu'il est indispensable de :

1. Maintenir dans ses fonctions le Bureau élu à la première session (23-27 juin 1975);

2. Constituer un secrétariat adéquat dont la composition respecte un juste équilibre entre les diverses régions, et qui soit responsable devant le Conseil mondial de l'alimentation;

3. Maintenir en fonction, avec sa composition et son mandat actuels, le Groupe de travail ad hoc du règlement intérieur du Conseil, en lui donnant tout ce dont il a besoin pour mener sa tâche à bien;

4. Charger le Président, en qui le Groupe réaffirme sa confiance, de convoquer dans un délai convenable une nouvelle session du Conseil et de veiller à ce que cette session aboutisse à la réalisation des objectifs précités."

75. A la même séance, le Conseil a décidé d'insérer dans son rapport le texte de cette déclaration. Il a pris note de la déclaration, en a approuvé les paragraphes 1, 3 et 4 et recommandé que le Groupe de travail ad hoc du règlement intérieur (voir chap. II), en examinant le règlement intérieur, étudie le paragraphe 2 de la déclaration pour autant qu'il touche au règlement intérieur.

CHAPITRE VII

QUESTIONS DIVERSES

Participation du Président du Conseil ou de son représentant aux sessions des organes directeurs des organisations du système des Nations Unies

76. A la neuvième séance, le 27 juin 1975, le Président a dit que le Conseil avait été informé que le Conseil de la FAO avait à sa soixante-cinquième session adopté une recommandation tendant à ce que le Président du Conseil de la FAO soit invité à participer, à titre d'observateur, aux sessions du Conseil mondial de l'alimentation, et que le Président du Conseil mondial de l'alimentation soit invité à participer, à titre d'observateur, aux sessions du Conseil de la FAO.

77. Le Président a déclaré que, puisque le Conseil mondial de l'alimentation avait été créé par l'Assemblée générale pour coordonner l'action de tous les organismes des Nations Unies, il semblerait indiqué que le Président du Conseil puisse participer aux sessions des organes directeurs des organismes des Nations Unies, y compris de la FAO, dont les activités intéressent le Conseil. En conséquence, le Conseil a décidé que le Président du Conseil de la FAO participerait en qualité d'observateur à ses sessions, et il a adopté sans objection la décision ci-après :

"Sous réserve de l'adoption de dispositions administratives et financières appropriées, le Président du Conseil peut, selon qu'il le juge nécessaire, participer ou se faire représenter aux sessions des organes directeurs des organisations du système des Nations Unies."

CHAPITRE VIII

DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION DU CONSEIL

78. Le Conseil, en approuvant le paragraphe 4 de la déclaration du Groupe des 77 (voir chap. VI), a chargé le Président de convoquer dans un délai convenable la prochaine session du Conseil.

CHAPITRE IX

ADOPTION DU RAPPORT DU CONSEIL

79. A ses neuvième et dixième séances, tenues le 27 juin 1975, le Conseil a examiné et adopté le rapport sur sa première session (WFC/L.4 et Add.1 à 4, après modification) qui, conformément à la résolution 3348 (XXIX) de l'Assemblée générale, serait transmis par le Conseil économique et social à l'Assemblée générale à sa trentième session.

ANNEXE

LISTE DES DOCUMENTS DONT LE CONSEIL ETAIT SAISI A SA PREMIERE SESSION

<u>Cote</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Titre</u>
WFC/1	3	Ordre du jour provisoire et annotations
WFC/2	4	Projet de règlement intérieur
WFC/3 et Add.1	5	Rapport intérimaire sur l'application des résolutions adoptées par l'Assemblée générale et la Conférence mondiale de l'alimentation
WFC/4	7	Programme de travail du Conseil
WFC/5	6 a)	Ressources alimentaires disponibles pour les pays en voie de développement les plus gravement touchés et moyens de satisfaire les besoins alimentaires minimums
WFC/6	6 b)	Réalisation de l'objectif approuvé par la Conférence dans sa résolution XVIII qui fixe à 10 millions de tonnes par an le volume minimum de l'aide alimentaire
WFC/7	6 c)	Mesures nécessaires pour que soit respecté l'Engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale
WFC/8 et WFC/9	6 d)	Situation à court terme dans le domaine des engrais et des pesticides, compte tenu notamment des quantités minimums que les pays en voie de développement doivent importer
WFC/10	6 e)	Le Fonds international de développement agricole
WFC/11	6	La situation alimentaire mondiale - février 1975
WFC/12	6	Rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture sur les perspectives et la situation actuelle de l'alimentation
WFC/L.1		Rapport du Directeur exécutif du Conseil mondial de l'alimentation

<u>Cote</u>	<u>Point de l'ordre du jour</u>	<u>Titre</u>
WFC/L.2		Déclaration du Président du Conseil
WFC/L.3	4	Etat des incidences administratives et financières de la décision de faire de l'arabe une langue officielle du Conseil
WFC/L.4 et Add.1 à 4		Projet de rapport du Conseil
WFC/NGO/1		Déclaration conjointe d'un groupe d'organisations non gouvernementales
WFC/INF/1		Composition du Conseil mondial de l'alimentation
WFC/INF/2		Information pour les participants
WFC/INF/3		Liste des documents soumis au Conseil à sa première session
WFC/INF/4/Rev.1		Liste des participants

DOCUMENTS QUE LA FAO A COMMUNIQUE AU CONSEIL

<u>Cote</u>	<u>Titre</u>
CL 66/8	Rapport de la Commission des engrais de la FAO sur sa deuxième session
CL 66/21 et Supplément 1	Rapport de la Consultation gouvernementale <u>ad hoc</u> sur l'utilisation des pesticides en agriculture et dans le domaine de la santé publique
CL 66/24	Rapport du Comité <u>ad hoc</u> sur la sécurité alimentaire mondiale
CL 66/REP (Extraits)	Extraits du rapport du Conseil de la FAO sur sa soixante-sixième session

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب الى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
